

Barcelone : repression gouvernementale contre le mouvement étudiant

mardi 12 mai 2009, par [VIVAS Esther](#) (Date de rédaction antérieure : 23 avril 2009).

Enfermés depuis des mois dans l'Université de Barcelone, les étudiants en lutte contre la réforme de Bologne ont été durement réprimés le 18 mars dernier par la police catalane.

Répression et tracasseries policières sont la réponse brutale du gouvernement catalan aux mobilisations des étudiants. Sauf que, cela n'a pas été un cas isolé mais un épisode supplémentaire dans une succession de mesures répressives déployées par la police catalane aux ordres de son "ministre de l'Intérieur", Joan Saura, de la coalition formée par les Verts et Izquierda Unida [coalition politique regroupant notamment le Parti communiste].

Ces derniers mois, le mouvement des étudiants a été capable de remettre en question le discours officiel sur les prétendus bienfaits de la réforme de Bologne. Il a en particulier été capable de capter l'attention des médias et de montrer comment la réforme de l'université sert les intérêts des patrons. L'occupation de l'Université de Barcelone a été le symbole de la lutte et de la résistance non seulement des étudiants mais aussi de l'ensemble des mouvements sociaux.

Les étudiants contre la réforme de Bologne se reconnaissent en effet dans un mouvement social plus large fait de jeunes, de femmes, de travailleurs, de précaires, d'écologistes qui s'opposent aux politiques bourgeoises qui imposent la préminence des intérêts privés sur les besoins des gens et de l'environnement. La lutte contre la réforme de Bologne dépasse le cadre étudiant dans la mesure où la crise économique, sociale et environnementale et le renforcement des politiques néolibérales entraînent de graves conséquences pour la vie des gens en termes de précarité, de licenciements, de flexibilisation des conditions de travail, d'augmentation du coût de la vie, etc.

Criminalisation des mouvements sociaux

La brutale répression qui s'est abattue sur le mouvement étudiant s'inscrit dans une stratégie de renforcement de la répression des mouvements sociaux et de toute forme de dissidence politique qui remet en cause l'actuel état des choses.

On criminalise les immigrés, les femmes qui se font avorter, les écologistes qui défendent le cadre de vie, les étudiants et tout ça sous la houlette d'un "ministre de l'Intérieur" qui se dit "de gauche et écolo" ! Et c'est exactement ce 18 mars que nous nous sommes rappelé des images qui remontent à plusieurs décennies quand nos parents devaient s'enfuir devant les charges de la police franquiste ou, d'autres, plus récentes, quand nous mêmes nous étions brutalisés par la police italienne à Gênes en 2001.

La répression du mouvement étudiant contre Bologne démontre de manière particulièrement crue la nature du gouvernement catalan et des partis de la gauche institutionnelle convertis en fidèles gestionnaires des intérêts patronaux. A ce titre, il faut relever le rôle particulièrement lamentable et délétère de la coalition formée par les Verts et Izquierda Unida, une coalition convertie depuis désormais belle lurette en une appendice gouvernementale subalterne du parti socialiste, et complètement institutionnalisée. C'est cette machine électorale qui aujourd'hui porte la responsabilité de politiques parfaitement opposées aux intérêts et aux idéaux de sa base et qui entre en conflit avec les mouvements sociaux et les secteurs mobilisés de la société catalane.

Urgence d'une gauche de lutte

C'est dans ce contexte qu'il faut poser l'urgence de la construction d'une gauche de lutte en rupture avec le système et pour qui la lutte contre le néolibéralisme s'inscrit dans une perspective anticapitaliste libérée de toute contrainte institutionnelle. Il faut une gauche engagée du côté des luttes, fidèle à nos principes féministes, internationalistes, écologistes et totalement indépendante des gouvernements social-libéraux.

Car, en Catalogne comme ailleurs, est grand temps d'intensifier nos efforts pour organiser la résistance sociale à la crise, pour combattre la répression et construire une alternative anticapitaliste.

P.-S.

* Paru en Suisse dans l'Anticapitaliste du 23 avril 2009.

* Esther Vivas, membre de Revolta Global-Esquerra Anticapitalista, Barcelone.